

## 2 Politique

### Indépendance An LVIII/Discours à la Nation du président de la République

## Un langage de vérité

Juste KOMBILE MOUS-  
SAVOU

Libreville/Gabon

**En s'adressant à ses concitoyens, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a jeté un regard sans complaisance sur certains pans de notre société.**

DANS son discours radiotélévisé à la Nation, le 16 août dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a tenu un langage de vérité à l'endroit de ses concitoyens en leur présentant, sans langue de bois, le bien-fondé "des réformes parfois impopulaires" adoptées récemment en Conseil des ministres. Tout en jetant un regard froid, pertinent et sans complaisance sur plusieurs pans de notre société.

"Gouverner, c'est prévoir. Gouverner, c'est tenir un langage de vérité - dénoncer ce qui ne fonctionne pas - et prendre ses responsabilités pour y remédier", a avancé le président de la République. De fait, le numéro un gabonais a dénoncé certains corporatismes frileux au changement, l'état "sinistré de l'Éducation nationale",



Photo : DR / L'Union

Le Chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, lors de son discours radiotélévisé à la nation.

et appelé ses compatriotes "à rejoindre le camp de la réforme". D'autant qu'il y va de l'avenir de notre pays. "Si ces réformes ne sont pas mises en œuvre, le Gabon, certes, ne disparaîtra pas, mais il s'appauvrira", a-t-il indiqué.

Conscient de sa mission et sa responsabilité devant l'histoire, Ali Bongo Ondimba s'est montré pragmatique, en privilégiant par dessus tout l'intérêt général. Là où d'aucuns auraient pu tenir compte du contexte préélectoral ac-

tuel et masquer la réalité, le chef de l'État, lui, a mis en avant le poids des obligations inhérentes à sa fonction : "répondre du bien-être de tous ses concitoyens (...) Préserver les acquis de notre héritage national, engager les ruptures indispensables qui garantiront le maintien et le développement de notre rang dans l'espace mondial, et écrire de nouvelles pages glorieuses de notre histoire nationale".

Ce faisant, en homme d'État, le numéro un gabo-

nais est apparu au-dessus de la mêlée, loin de toute considération partisane, comme le suggère sa fonction. Attaché au progrès, Ali Bongo Ondimba s'est déclaré optimiste face aux difficultés du moment et aux "pessimistes professionnels". "J'opposerais toujours l'optimisme de la volonté. Cette inclination des vrais amoureux de la patrie à voir dans le triomphe des difficultés du moment l'occasion de prouver l'attachement d'un peuple à sa patrie", a-t-il fait valoir.

### Législatives à venir/Ticket PDG-CLR

## Jean-Boniface Assélé laisse éclater sa colère



Photo : Jisse Moudidi Moudidi

Le président du CLR, Jean-Boniface Assélé a dirigé les travaux.



Photo : Jisse Moudidi Moudidi

Une vue l'assistance.

LLIM

Libreville/Gabon

LE Centre des libéraux réformateurs (CLR), parti politique de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), a organisé, samedi dernier, au Cabaret des artistes, dans le 5e arrondissement de Libreville, un conseil extraordinaire. Entre autres points abordés, les préparatifs des prochaines élections couplées (Législatives et Locales). Cette rencontre présidée par son leader, Jean-Boniface Assélé, a abouti à l'éclaircissement d'un certain nombre de points. En effet, d'entrée, le président

du CLR a laissé entendre que le choix des candidats qui vont défendre les couleurs du parti est un moment important dans la vie de chaque formation politique.

Bien qu'ayant fustigé le fait de n'avoir pas été associé aux choix des candidats, comme le prévoit la convention qui unit les partis politiques de la MRSE, il a néanmoins reconnu que cette décision était tout à fait normale. Qu'elle n'empêchait pas qu'à son tour, il se retrouve avec sa formation politique pour en faire de même. S'intéressant à la question relative à la présentation d'un certain nombre de candidats pour le compte du PDG, il a tenu à préciser qu'en ce qui concerne la

candidature de Mme Éliane Frida Mindoungani, actuelle maire du 6e arrondissement de Libreville, une certaine "confusion voire une amalgame" tenterait de laisser croire qu'elle serait candidate pour le compte du PDG. "Éliane est notre candidate pour l'un des sièges du 6e arrondissement, a martelé le général à la retraite. Nous ne laisserons pas Mme Mindoungani et ce, qu'elles que soient les raisons évoquées. Elle mène les débats en tant que députée parce qu'elle est valable. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on veut nous la prendre parce qu'elle a du potentiel".

S'indignant de cette façon de faire du parti de masse, de lui ravir ses "protégés", M. Assélé a dit qu'il ne se

laissera plus marcher sur les pieds. "Aujourd'hui j'ai quatre ou cinq de mes candidats qui m'ont été pris par le PDG. Oubliant que ces derniers, je les ai cherchés au sein de leurs familles respectives pour ensuite les former. Les liens qui nous unissent sont aussi profonds que ceux d'un couple", a-t-il déclaré.

Parlant du cas Mindoungani, il adit, "vous savez tous comme moi que pour sortir d'un parti politique, il faut avoir démissionné. Et que cette démission devrait être datée pour qu'elle soit valide. Ce qui n'est pas le cas pour Mme Mindoungani." Et de prévenir qu'à défaut de défendre des idéaux communs, chacun pourrait défendre les siens propres avec conviction.

## Éditorial

## Président réformateur !

Lin-Joëli NDEMBET

Libreville/Gabon

DEPUIS son avènement à la tête du pays, il y a neuf ans, Ali Bongo Ondimba s'est fixé comme objectif de réformer en profondeur le Gabon pour le situer dans le cercle des pays émergents à l'horizon 2025. Une ambition risquée dans un pays où les initiatives tendant à rompre avec le passé et les habitudes se heurtent à de très fortes résistances.

Mais, le président de la République y tient absolument. En neuf ans, plusieurs réformes ont été engagées. Les plus emblématiques portent sur la filière bois, l'habitat, l'éducation, la santé, le travail, l'assurance maladie, la fiscalité, la finance, l'administration, les institutions... Aucun secteur n'est épargné. Toutes les couches sociales en ont été les bénéficiaires. Parallèlement, par souci d'équité, il a jugé utile de s'attaquer aux traitements et privilèges de certaines catégories d'agents publics, ainsi qu'à ceux du personnel politique. En supprimant les fonds communs, en prenant des décisions fortes en vue de la réduction du train de vie de l'État et autres.

Jamais, depuis longtemps, des réformes d'une telle ampleur n'avaient été initiées en moins d'une décennie dans notre pays. Il faut remonter à la Conférence nationale de mars-avril 1990 puis aux Accords de Paris en 1994 pour retrouver pareil rythme de réformes.

Cet acharnement à vouloir réformer s'explique par une farouche volonté de construire une société plus équitable, d'instaurer un nouveau modèle de gouvernance des affaires publiques mais aussi et surtout d'améliorer de manière significative la vie quotidienne des Gabonais. Et à rattraper le temps perdu à cause des tergiversations, des hésitations, des craintes, à écouter les sirènes et autres forces d'inertie de tous les bords réfractaires à tout mouvement de changement et d'évolution de notre société.

Aujourd'hui, la question qui se pose est de savoir si Ali Bongo a réussi à mener jusqu'au bout toutes les réformes qu'il a initiées, quand on sait qu'avant lui, et depuis le début de son magistère, plusieurs d'entre-elles ont été mises en œuvre, quand d'autres ont été ajournées, ou encore n'ont pas eu les effets escomptés. Si on ne compte plus celles qui ont été porteuses de renouveau pour le pays et de bien-être pour les populations, à l'image de la transformation des grumes sur le sol national, du renforcement de l'assurance maladie, du nouveau système de rémunérations, de l'octroi des bourses à tous les bacheliers, de la réduction des inégalités et autres évolutions, il y a malheureusement, aussi, celles qui ont connu des fortunes diverses, pour ne pas, dire, qui n'ont rien changé à la donne antérieure. C'est le cas de la multiplication des Agences qui ont, peu ou prou, montré leur inefficacité, pour avoir été en permanence combattue férocement par une bonne frange de l'élite politico-administrative. Il en est également de l'échec de la budgétisation par objectifs de programmes (BOP), qui n'a guère facilité la bonne régulation de la dépense. Sans oublier la réforme du baccalauréat qui n'a pas réussi à prendre véritablement corps.

Ces différentes réformes souvent nécessaires et répondant à des exigences d'efficacité, de performance, ayant pourtant fait leurs preuves sous d'autres cieux, ont, sans doute, pêché dans leur mise en œuvre, pour avoir été parfois peu adaptées ou mal comprises. Si elles n'ont pas fait l'objet de boycott par certains opposants tant de la majorité que de l'opposition qui n'y trouvent pas leur compte.

Toutefois, bien qu'ayant chaque fois fait face à des grèves récurrentes dans quelques secteurs d'activités la volonté réformatrice du président gabonais n'a guère été altérée. Loin sans faut. Assumant une grande part de l'héritage de son prédécesseur à la tête du pays, en s'appropriant les éléments positifs, Ali Bongo Ondimba, en homme déterminé, n'a pas hésité d'ouvrir plusieurs chantiers en même temps. Avec le risque de voir ses "adversaires" profiter des prochaines consultations électorales (Législatives et Locales) pour souffler sur la braise dont la conséquence est la multiplication des fronts sociaux.

Convaincu du bien fondé des réformes, de rupture et de renouveau seul à même de relancer la machine économique, le président réformateur n'entend pas changer de cap. Comme ce fut le cas, quand il a pris la mesure interdisant l'exportation des grumes. Aux yeux d'Ali Bongo Ondimba, il n'y a pas d'autres alternatives aujourd'hui. Il faut rompre avec les modes de pensées et manières d'agir du passé, sortir des anciens schémas pour nous adapter au contexte nouveau, à cette nouvelle société, ce nouveau Gabon que nous avons l'impérieux devoir de construire collectivement.